

Consultation publique de l'ARCEP
« Projet de décision proposant les modalités d'attribution de la
bande 3490 – 3800 MHz en France métropolitaine »

Réponse de l'AVICCA
(septembre 2019)

Préambule

L'Avicca salue les orientations retenues par ce projet de décision, et se félicite notamment des propositions d'obligations qui répondent directement ou presque aux demandes formulées lors des consultations précédentes (durées de licences courtes, principe de jalons intermédiaires permettant d'adapter ces obligations à la réalité des déploiements, couvertures concomitantes des secteurs urbains et ruraux ...).

L'intégration de nouvelles dispositions, directement issues des retours d'expériences des précédentes autorisations d'utilisation de fréquences et des dispositifs nationaux de rattrapage nécessaires, constitue un autre signe positif envoyé aux territoires. La mise en œuvre du « new deal mobile », par exemple, a mis en lumière les limites liées au manque de visibilité sur les perspectives de déploiement des opérateurs, sur l'absence de cartes prévisionnelles de couverture des sites suffisamment en amont,... autant de difficultés auxquelles ce projet de décision apporte de premières réponses concrètes et, semble-t-il, opérationnelles.

L'Avicca note également que rien n'est avancé s'agissant de l'architecture des réseaux et notamment de l'emploi des small cells. Bien entendu, il n'est pas ici question d'imposer une architecture particulière aux opérateurs mobiles, mais de les aider à les sortir de leur zone de confort qui les pousse à reproduire les mêmes modèles d'architecture (pylône de grande taille arrosant au plus large) qui conduisent à une couverture de qualité moyenne et surtout non homogène, alors que dans les pays¹ où la couverture est de meilleure qualité, les BTS sont plus nombreuses mais de taille moyenne voire utilisent massivement des small cells.

Ces orientations devront maintenant se concrétiser dans les obligations définitives dont certaines formulations mériteraient d'être précisées voire durcies. L'Avicca insiste tout particulièrement sur le contrôle de la bonne mise en œuvre de ces nouvelles obligations et par conséquent, du bon dimensionnement des moyens humains et techniques qui y seront affectés.

Fidèle à son positionnement, l'Avicca concentrera sa réponse sur les seuls points impactant l'aménagement numérique des territoires, ainsi que sur les initiatives publiques déjà entreprises localement. De ce fait, la réponse à la présente consultation s'articulera autour du projet de décision en lui-même, davantage que sur la trame des questions posées.

¹ Sans prétendre être exhaustif, l'Avicca citera comme exemple de pays utilisant pour couvrir les zones rurales prioritairement des small cells ou des stations de taille moyenne : l'Angleterre, la Corée du Sud, le Mexique, le Canada...

Réaménagement de la bande et sort des réseaux publics de THD radio existants ou en projet (point 1.2.3)

Le « nettoyage » de la bande est un préalable au déploiement de la 5G sur ces mêmes fréquences. Le déplacement de RIP radio reste envisageable, sous réserve que les bénéficiaires des fréquences libérées indemnisent *via* le Fonds de Réaménagement du Spectre les acteurs ayant effectivement proposé des services sur cette bande, sans se contenter d'un respect *a minima* de leurs obligations.

L'Avicca se félicite par ailleurs du maintien du guichet THD radio jusqu'en septembre 2020, ainsi que des dispositions permettant la continuité d'accès à des services fixes après 2026. L'Avicca veillera à ce que la libération de la bande 3,4/3,8 par certains RIP THD radio soit intégralement prise en charge.

Durée des licences, jalons d'évaluation et conditions de renouvellement (points 1.2.1 et 1.8).

La durée initiale de 15 ans est un moindre mal du point de vue des territoires, qui pouvaient craindre d'être à nouveau engagés dans un tunnel d'exploitation des A.U.F. dont la longueur finit par déconnecter les obligations de la réalité des déploiements, des conditions économiques et des usages relatifs aux technologies mobiles. La perspective des points d'étape qui seront établis en 2023 et 2028 notamment, et un renouvellement sous nouvelles conditions pour une durée de 5 ans semblent appropriés. On peut toutefois s'interroger sur les modalités de ces points d'étape qui supposent l'accord nécessaire de l'opérateur sur chacun des bilans qui sera établi avant adaptation des obligations. Il semble que ce dispositif ne soit pas contraignant et donc mériterait d'être durci dans les dispositions finales.

Obligations d'ouverture commerciale et déploiements concomitants (points 1.4.1 et 1.4.4).

Le rapprochement de ces deux obligations permet de pointer un décalage qui risque de brouiller le message quant à la concomitance des déploiements : en effet, les opérateurs sont tenus d'ouvrir un service sur la moitié au moins de deux territoires situés en régions métropolitaines distinctes, alors que l'objectif de concomitance plaiderait davantage pour une ouverture commerciale simultanée sur deux secteurs, l'un urbain et l'autre péri-urbain et/ou rural.

Obligations de déploiement (points 1.4.2 et suivants).

L'Avicca accueille favorablement les rythmes de déploiement proposés, bien plus resserrés que ceux de la 4G, mais émet une réserve s'agissant du risque de nouveaux décalages et fractures numériques, notamment pour les secteurs qui seront les derniers à être couverts par la fibre optique. L'échéance de 2030 peut cependant sembler un peu lointaine. En effet, 2025 devrait être l'année du 100% FttH, sous réserve que le Gouvernement rouvre le guichet France THD. Or, si à cette date, les 12 000 sites 5G ne permettent de couvrir qu'une faible partie du territoire, la fracture numérique pourrait à nouveau être fortement ressentie malgré une parfaite desserte fixe. Il conviendra donc de réexaminer ces dernières échéances grâce aux clauses de revoyure.

Définition de zones de déploiement prioritaires (point 1.4.4 et question n° 7).

L'identification des secteurs géographiques non denses où les déploiements devraient intervenir en priorité pose la question des critères de sélection, délicats à définir à l'échelle nationale. L'objectif étant de répondre au mieux aux attentes des territoires, il nous semblerait judicieux de confier ces choix directement aux collectivités concernées, plus à même d'arbitrer entre des zones à vocations économique, touristique, des équipements culturels,... en fonction de leurs choix stratégiques de développement.

Le lien naturel avec l'établissement des SDTAN nous conduit à préconiser d'associer les structures porteuses avec l'ensemble des collectivités compétentes dans ces différents domaines, voire à confier cette identification aux équipes projets locales qui réalisent déjà un travail comparable dans le cadre du dispositif de couverture ciblée ou, à défaut, aux CRSN.

Diversification des usages et des acteurs (points 1.4.6 et suivants).

Les engagements à fournir des offres de service fixe, de gros, à destination des « verticaux » et MVNO répondent aux demandes formulées précédemment par l'Avicca.

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du « New deal mobile » nous font également apprécier l'engagement de transparence que souscriraient les opérateurs en matière de déploiements prévisionnels, et l'on peut souhaiter que la faculté de publication par l'ARCEP des données collectées se systématisent. En revanche, ces mêmes difficultés nous amènent à nous interroger quant à la pertinence des dispositions visant à exploiter « au maximum les capacités disponibles sur les sites » pour proposer de véritables offres de service fixe : les tronçons de collecte, réalisés au libre choix des opérateurs, seront en effet des limitations techniques toutes trouvées pour justifier de contraintes capacitaires.

Engagement lié à la transparence concernant les pannes de réseau (point 1.4.9).

La publication quotidienne des informations concernant les incidents de fonctionnement des réseaux, avec des informations détaillées pour chaque site et dates indicatives de rétablissement constitue une bonne avancée.

L'Avicca souhaite que l'Arcep recoure à tous ses leviers d'action pour obtenir des opérateurs les données relatives aux performances constatées des réseaux. Ces données, accessibles via les centres opérationnels des réseaux ou grâce à des applications embarquées dans les terminaux, permettraient d'objectiver « l'expérience utilisateurs ».

Mutualisation de petites cellules (point 1.5.3 b).

On ne peut que regretter que l'engagement proposé porte exclusivement sur une offre à l'intérieur des locaux à destination de la seule clientèle professionnelle. Le risque est réel d'être à nouveau confronté aux nombreuses plaintes du grand public qui ne pourra pas faire usage de cette nouvelle technologie en indoor, dans certaines configurations d'habitat.